

Bosch peut-il surmonter l'effondrement du marché du diesel ?

L'usine Bosch emploie actuellement 1 500 salariés.



Automobile, Rodez, Entreprise

Publié le 28/06/2019 à 07:45

l'essentiel ▾

Les prévisions de la direction du groupe allemand n'incitent guère à l'optimisme. Comment inverser la tendance ?

En quelques années, l'usine Bosch de Rodez a perdu plusieurs centaines d'emplois. Plusieurs autres centaines sont aujourd'hui menacées. Pour certains syndicalistes et élus, dont le maire de Rodez Christian Teyssède et le député Arnaud Viala, l'ensemble du site est même en danger. Le point après la nouvelle entrevue de mercredi à Stuttgart, avec plusieurs responsables du Directoire du géant allemand.

Diesel : 10 % en 2025 ?

Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. Depuis des mois, le «diesel bashing» produit ses effets négatifs. C'est la chute libre. Selon les dirigeants de Bosch, le marché européen du diesel est passé de 52 % à 34 % en 2019. Et le groupe allemand table sur un «petit» 10 % en 2025. «Cela reste une hypothèse», commente Yannick Anglarès (CGT), qui attend un coup de pouce du gouvernement et des constructeurs, persuadé que le marché peut rebondir d'ici là.

Des milliers d'emplois, dont plus de 500 à Rodez, menacés

Selon les prévisions actuelles de Bosch, 8 500 emplois pourraient disparaître dans les unités diesel du groupe, d'ici 2025, dont plus de 6 000 en Europe, le marché le plus important. Ces baisses d'effectifs, en Europe, concernent les unités de Bamberg (-1 222 emplois), Hambourg (-1 028), Feuerbach (- 498), Bursa en Turquie (- 1 947), Bari en Italie (- 824) et Rodez (- 515).

D'après le porte-parole de la CGT, Yannick Anglarès, ce chiffre de 515 emplois ne tient pas compte des départs naturels. Et toujours selon lui, l'année 2019 devrait se solder par une soixantaine de ruptures conventionnelles.

Une diversification difficile

Heiko Carrié a confirmé que la diversification industrielle est particulièrement difficile à concrétiser. Alors qu'il s'est engagé à créer 300 emplois d'ici 2021, le groupe Bosch annonce désormais une centaine d'emplois seulement d'ici 2021, 170 d'ici 2023. On est loin du compte.

50 à 60 jours de fermeture

Les salariés de Bosch subissent déjà de plein fouet le ralentissement de l'activité, avec un prévisionnel de 50 à 60 jours de fermeture pour l'atelier de fabrication des buses d'injecteurs.

«Sept à huit jours d'arrêt par mois jusqu'à la fin de l'année sur des productions qui tournent sur 20 jours, ça fait beaucoup», constate Yannick Anglarès.

La fermeté du gouvernement

Lors de l'entrevue de Bercy, mardi, la secrétaire d'État à l'Économie, Agnès Pannier-Runacher s'est montrée «offensive» pour intimer aux dirigeants de Bosch de respecter leurs engagements sur le site de Rodez. L'accompagnement financier du chômage partiel jusqu'en 2021 est, rappelons-le, conditionné par la création de 300 emplois nouveaux dans le cadre de la diversification industrielle.

La CGT ne veut plus attendre

«Plus ça va, plus ça se dégrade», résume Yannick Anglarès, au lendemain de la rencontre de Stuttgart. Syndicat majoritaire, la CGT, qui n'a pas signé, on le sait l'accord de transition, estime qu'elle «ne peut plus attendre.» Après avoir consulté le personnel des trois postes, la CGT a décidé de passer à l'action. Sous quelle forme ? La décision n'est pas encore prise, mais on peut penser que la venue d'Heiko Carrié, jeudi 4 juillet, va provoquer quelques agitations.

Sud et CFE-CGC plus mesurés

Les deux syndicats signataires de l'accord de transition sont, on pouvait s'en douter, beaucoup plus mesurés dans leur analyse. «Pour nous, cette réunion a confirmé que l'accord est un élément de transition vital pour notre site... écrit Sud. Alors oui, l'accord a un impact sur nos revenus, la situation est compliquée pour nous tous... mais aujourd'hui, il n'y aucune perte sèche d'emplois...»

Pascal Raffanel de la CFE-CGC observe, pour sa part, que la direction du groupe Bosch a réaffirmé sa volonté de «ne pas fermer le site.»

Christian Teyssède scandalisé

Le maire de Rodez et président de Rodez Agglomération ne mâche pas ses mots. «Il y a urgence pour sauver la Bosch, assène Christian Teyssède. Aujourd'hui Bosch ne respecte pas son contrat. Le groupe n'investit pas de la même façon en France qu'en Allemagne et l'on se dirige, peut-être, vers la fermeture du site.» Le premier magistrat routhénois se dit scandalisé que «tout le monde ne pousse pas dans le même sens. Les constructeurs français ne jouent toujours pas le jeu ; la Région et le Département ne se mobilisent pas suffisamment sur le dossier. Soit, ils sont absents, soit, ils ne disent rien...»

Arnaud Viala très inquiet

Auteur d'une intervention remarquée à l'Assemblée Nationale, en faveur de l'industrie automobile, le député Arnaud Viala s'avoue très inquiet, au regard «des orientations de la France, en matière de politique énergétique qui mettent à mal l'industrie automobile et en particulier Bosch. Le groupe Bosch, qui vit une mutation industrielle importante a le prétexte tout trouvé pour déplumer un site comme le nôtre. Aujourd'hui, le gouvernement doit absolument donner un signal fort. On ne peut aller sur des technologies alternatives aussi brutalement. Et c'est encore plus vrai dans des territoires comme les nôtres. La disparition de Bosch serait un sinistre économique.»

Qu'attendre de l'étude ?

Le Premier Ministre, Édouard Philippe a validé le lancement de l'étude scientifique indépendante sur les émissions polluantes des véhicules thermiques de dernière génération. Cette étude sera lancée en juillet pour un rendu d'ici fin décembre. Que faut-il en attendre ? Les syndicats espèrent que les conclusions de cette étude favoriseront un rebond du marché. Le député Arnaud Viala en doute. «Je crains, au contraire, que cette étude soit encore plus pénalisante pour le diesel.» Dans le même temps, de plus en plus d'observateurs s'élèvent contre le «diesel bashing», rappelant que la voiture électrique n'est pas aussi propre qu'elle n'y paraît. Car sa fabrication, particulièrement énergivore, pose également de graves problèmes environnementaux. Tout comme d'ailleurs la production d'électricité.